

PROVINCES

Séminaire sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de Tchibanga

UNE initiative de la CNTIPPEE dans le cadre du projet de développement des infrastructures locales phase 2.

Lung MOUSSAVOU Tchibanga/Gabon

A salle des fêtes de la mairie de Tchibanga a abrité, dernièrement, un séminaire sur le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du chef-lieu de la province de la Nyanga. Initiative de la CN-TIPPEE, en collaboration avec le cabinet KEIOS, l'atelier s'est déroulé en présence des responsables administratifs locaux, dont le secrétaire général de province, Célestin Idriss Nzinzi, représentant la gouverneure Mme Nicole Nouhando.

D'entrée, le maire de la commune Jean-Charles Yembit Yembit a indiqué que le séminaire atelier s'inscrit dans le cadre du projet

de développement des infrastructures locales phase 2, initié par le gouvernement et bénéficiant d'un appui de la Banque mondiale. "Il s'agit, pour être précis, d'une phase de l'aboutissement de l'élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la capitale nynoise, et qui consacre la fin du processus de sa validation avant son approbation par le gouvernement", a-t-il dit en substance.

Pour Jean Daniel Abessolo - urbaniste et représentant la CN-TIPPEE -, le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme est un cadre de cohérence pour les actions en matière d'extension, d'urbanisation et de restauration des espaces urbanisés. Il a démontré que l'un des pans de ce projet demeure la mise en place d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), qui fixe les orientations fondamentales de l'aménagement du territoire au niveau des communes.

Les participants ont acquis des connaissances sur l'aménagement. Un outil qui tient compte des relations qui existent entre les agglomérations et les ré- c gions avoisinantes. Ils ont aussi beaucoup appris sur l'équilibre qu'il convient de préserver entre l'extension urbaine et l'exercice d'autres activités connexes comme l'agriculture et l'industrie.



Les officiels et participants au terme de l'atelier

Mouila/Covid-19: désinfection des lieux de culte

Félicien NDONGO Mouila/Gabon

■ N prélude à l'ouverture des lieux de culte, l'asso-diation "Génération des l'aciation d'aciation d'a Solutions", en collaboration avec le service provincial d'hygiène publique et d'assainissement de la Ngounié, a entrepris, dernièrement, une opération de salubrité dans des églises, mosquées et autres lieux de culte de la commune de Mouila.

Menée par le coordinateur provincial de GS, Emmanuel Obakamba Ombana, l'opération qui qui a démarré au mois de juittet dernier par le Centre d'évangélisation Béthanie, consiste à désinfecter et à désinsectiser les lieux de prières, toutes obédiences religieuses confondues Cela, à la demande des respon-

Sous la conduite du chef de service provincial d'hygiène, Abel Abessolo Nguema, les équipes commises à la tâche remplissent convenablement leurs tâches. L'étape de Mouila, apprend-on, intervient après celles de l'Ogooué-Maritime, du Haut-Ogooué, de la Nyanga et



Campagne de désinfection des lieux de culte à Mouila.

de l'Estuaire.

Outre la désinfection, l'association a aussi procédé à la distribution des masques. Non sans rappeler aux "hommes de Dieu", l'obligation de respecter les mesures barrières, davantage lorsque les lieux de prières seront rouverts.

"La désinfection permet de limiter les risques de contamination", a déclaré le coordonnateur de GS, qui a informé du déroulement, le moment venu, de leur

plan stratégique. Lequel prévoit, entre autres activités, des campagnes d'information sur le rôle de l'Eglise dans la gestion

"Générations des Solutions" est une structure associative chrétienne à but non lucratif. Elle est implantée dans tout le pays, avec pour objectif, d'éveiller la conscience des chrétiens et de susciter en eux, l'intérêt de participer à la gestion de la cité, dans tous les domaines de la vie.

Pizolub: L'ONEP demande à l'État de prendre ses responsabilités

Christelle NTSAME Port-Gentil/Gabon

'ESPLANADE de la société Pizolub a été le théâtre, mardi dernier, d'un point-presse de l'Organisation nationale des employés du secteur pétrolier (ONEP). Le personnel de Pizolub affilié à ladite organisation syndicale était présent.

À cette occasion, le secrétaire général de l'ONEP, Sylvain Mayabi, a relevé à l'entame de son propos que cela fait 5 mois que les 170 employés de Pizolub ne perçoivent plus leurs salaires. Ajoutant que pratiquement à l'agonie, la société nationale des lubrifiants - du fait d'énormes difficultés financières - serait même dans l'incapacité de s'approvisionner en additifs nécessaires à la formulation des huiles

industrielles.

Et de poursuivre que "l'État gabonais est le seul responsable de cette situation". Il en veut pour preuve, "la démission de l'État en tant qu'actionnaire majoritaire, et la concurrence déloyale à laquelle sont soumis les produits Pizolub sur le marché national; et ce, avec la bénédiction de l'État".

Aussi, l'ONEP, entendu que "la sauvegarde de Pizolub Gabon SA est une question de souveraineté nationale", propose-t-elle la suppression des conditions privilégiées accordées aux sociétés de production pétrolières affiliées à l'UPEGA (Perenco, Total, Addax, Assala, Vaalco, Maurel&Prom...), l'interdiction de vente des lubrifiants importés par les importateurs indépendants et les marketeurs, etc.